



Initiatives et Changement
France

Réconcilier les différences,
créer la confiance

FORUM DE CAUX POUR LA DÉMOCRATIE



**Récits des trois panels du Groupe de
cause commune :**

**Les conflits au Proche-Orient,
regards croisés depuis la France**

8 au 12 juillet 2025

Israël Palestine. La mère de tous les conflits de par sa durée, ses enjeux symboliques et géopolitiques, mais aussi sa résonance avec les identités de tant de gens.

Peu de situations et de conflits présentent un dilemme aussi aigu entre justice et paix, entre activisme et dialogue. La paix – qui nécessite du dialogue – et la justice – qui nécessite de l'action – ne sont pas forcément contradictoires, elles doivent même être compatibles. Pourtant il convient de ne pas sous-estimer les tensions inhérentes entre le combat pour la justice et le combat pour la paix, ni la difficulté de faire en sorte que le dialogue ne soit pas aveugle à l'injustice et que l'action pour la justice ne nie pas la dignité des uns et des autres.

Lors du Forum de Caux pour la Démocratie de 2025, la délégation française a proposé une série de panels pour réfléchir à la manière dont nous pouvons nous emparer utilement de ce sujet. Les motifs d'espoir étaient bien au rendez-vous, notamment par la qualité, la franchise et le respect des échanges entre intervenants et avec les participants du Forum. Pour autant, les tensions n'ont pas été absentes de ces échanges. Depuis presque deux ans maintenant, la communauté des constructeurs de paix est extrêmement tourmentée. Jusqu'à quand est-il possible de maintenir une posture multipartiale et inclusive ?

Il convient sans doute d'abord de faire la part des choses entre ce qui se passe là-bas (au Proche-Orient), et ce qui se passe ici (en France, en Europe et dans le reste de l'Occident par exemple).

Là-bas, la question se pose de la faisabilité même d'un dialogue entre Israéliens et Palestiniens. C'est la guerre, et l'on ne peut imaginer de dialoguer sous les bombes ! Pourtant, le dialogue existe encore aujourd'hui, ainsi que des collaborations entre militants pour la paix des deux côtés, notamment pour protéger les Palestiniens, mettre fin à la guerre et mettre fin à l'occupation. Certains des intervenants des tables rondes d'Initiatives et Changement France ont décrit chacun à leur manière des initiatives à haut impact potentiel.

Ici, il existe des médiateurs qui tentent péniblement de faciliter et de faire la médiation, quand c'est possible, entre pro-israéliens et pro-palestiniens hors d'Israël-Palestine, dans des universités, pour des associations, des collectifs qui subissent l'onde de choc mondiale de ce conflit.

Là-bas comme ici, il vaut sans doute mieux croire en la persistance de l'utilité d'un dialogue, même s'il est également important d'en rappeler les limites. Pour en rappeler quelques bénéfices concrets, le dialogue peut permettre de :

- *réhumaniser, lorsque tout semble nous inviter à diaboliser nos adversaires ;*
- *ne pas forcément se mettre d'accord sur tout mais cesser de se sentir menacer par les opinions qui divergent des miennes ;*
- *comprendre qu'on peut accomplir ses objectifs sans nécessairement empêcher l'autre d'accomplir les siens ;*
- *accroître ses cercles d'alliés parce que nos objectifs apparaîtront moins menaçants ;*
- *et pourquoi pas commencer à agir ensemble.*

Il existe un aspect du dialogue dont on parle peu : le dialogue intra-communauté ou intra-identité. C'est en général le dialogue le plus difficile, et c'est justement probablement le signe que c'est le plus nécessaire. I&C parle de « changer soi-même pour que le monde change » et cette maxime doit s'appliquer aux individus mais aussi à chaque communauté, chaque groupe religieux ou politique, chaque nation. Il convient de se poser la question de qui on est, quelles sont nos contradictions et comment on peut améliorer nos relations et notre communication avec les autres, afin que les conditions de notre cohésion ne dépendent pas de l'existence d'un ennemi.

C'est sans doute aussi le cas en Israël et en Palestine et, plus largement, au sein des « camps » pro-palestiniens et pro-israéliens.

Enfin et surtout, nous devons continuer de travailler pour créer les conditions du dialogue interne, entre ceux qui sont en conflit. Dans le cadre d'Israël-Palestine, cela signifie d'abord écouter les premiers concernés, ceux qui vivent là-bas. Et à Caux cette année, les quelques premiers concernés qui étaient présents sur place ont confirmé que le dialogue était utile à la paix, que c'était la seule manière de faire en sorte que les perspectives des uns ne disparaissent pas de l'esprit des autres. Ceux qui vivent ici ont aussi confirmé la nécessité du dialogue pour toutes les personnes qui ne parviennent plus à avoir de l'empathie pour les deux camps. Mais dans notre conception et dans notre mise en œuvre du dialogue, il nous faut continuer de comprendre comment le dialogue, tout en restant un dialogue, respectueux et authentique, peut devenir l'ami de la justice.

Admettons-le, les temps ne semblent pas favorables au dialogue. La polarisation de nos sociétés est une réalité, et la technique nous éloigne bien souvent de rapports humains sains. En même temps, ce travail que mène I&C et tant d'autres organisations n'a sans doute jamais été aussi pertinent. Il nous appartient désormais de revoir sans cesse nos méthodes, de remettre en question nos habitudes, mais aussi de nous organiser et de nous renforcer ensemble si nous voulons rester capables d'influer positivement sur le cours des choses.



TABLES RONDES PROPOSÉES PAR INITIATIVES ET CHANGEMENT FRANCE LORS DU FORUM DE CAUX POUR LA DÉMOCRATIE 10-11 JUILLET 2025

« Malgré l'apparente fatalité de la violence humaine, il est possible - et il faut croire en la possibilité - de subsumer notre nature ».

Ghaleb Bencheikh

Entre le 10 et le 11 juillet 2025, dans le cadre du Caux Democracy Forum 2025, trois tables rondes ont été organisées autour du sujet du conflit proche-oriental, à travers des perspectives académiques, religieuses et citoyennes, spécifiquement du point de vue de la France.



Brahim Hammouche, Chef du service psychiatrie au Centre Hospitalier de Metz-Thionville et ex-député de la Moselle, fut le modérateur des trois tables rondes et a, dès la première session, appelé à travailler sur l'un des thèmes directeurs de la conférence : la confiance. Saluant le courage des intervenants, il a aussi rappelé l'idée maîtresse de cet exercice : « témoigner et se convaincre, au contact d'acteurs, d'un changement possible, par des rencontres qui seraient impossibles en d'autres lieux. »

L'enjeu, pour Initiatives & Changement France, était d'explorer des manières de tester le pouvoir de certains principes moraux sur la paix et de ré-examiner son pouvoir d'influence vers une résolution du conflit israélo-palestinien, à la lumière de son action en faveur de la réconciliation franco-allemande après la guerre. L'urgence était de replacer le conflit proche oriental au centre de l'attention et de tenter d'apporter un peu de clarté et

de pistes d'espoir pour le changement. Ce conflit, parmi les plus longs au monde, a des ramifications au-delà de ses frontières immédiates, notamment en Europe. L'exportation de ce conflit est dû à la fois au rôle historique joué par la communauté internationale dans le tracé des frontières et par le fait que les nombreux Juifs et Musulmans Européens tendent à s'emparer de ce conflit pour s'affronter. C'est particulièrement le cas en France où se trouvent la plus grande communauté juive et la plus grande communauté musulmane d'Europe et dont le tissu social se trouve particulièrement fragilisé de par l'onde de choc de ce conflit qui n'en finit pas de s'intensifier.

Les échanges lors de ces tables rondes ne furent pas toujours aisés parce que les émotions et la polarisation des débats sur ce sujet sont au maximum. Comme l'a relevé une personne dans le public, il est difficile de se déconnecter de ce qui se passe dans le monde et d'écouter d'une oreille vierge les discours d'espoir. Ces échanges ont aussi révélé un dilemme fondamental : en tant qu'organisation de paix, quel positionnement adopter et comment aboutir à la paix ?

PRÉAMBULE - LES RACINES DES CONFLITS AU PROCHE-ORIENT PAR LES FAITS

Pierre Haski, journaliste, président de Reporters sans frontières a introduit, lors d'un discours préenregistré, le moment spécifique dans lequel nous nous trouvons, non seulement pour le Proche-Orient mais pour le monde : « un moment de bascule historique, au Proche-Orient et à l'échelle mondiale », « révélateur de l'affaiblissement d'une gouvernance globale structurée, du rôle des Nations Unies, du multilatéralisme et l'affaiblissement de la référence à la loi, aux résolutions de l'ONU, du droit international humanitaire » qui sans doute laissera « une empreinte sur le monde tel qu'il fonctionne ».

Pierre Haski a retracé pour nous les « solutions » historiquement envisagées, de la cantonalisation « à la suisse », à l'Etat binational, en passant par la confédération et l'Etat fédéral... Mais pour lui, la radicalité actuelle des positions fait que la séparation est aujourd'hui inévitable, la seule solution possible politiquement restant la solution à deux États, même si elle paraît inapplicable techniquement pour l'instant. Coexistence et réconciliation ne sont malheureusement plus à l'ordre du jour, d'autant que, comme l'évoquait le journaliste lors d'une expérience personnelle de dialogue entre Israéliens et Palestiniens après les accords d'Oslo, la reconnaissance de la souffrance des Israéliens lors de la Shoah n'est pas encore suivie d'une reconnaissance de la responsabilité israélienne dans la Nakba.

1^{ÈRE} TABLE RONDE – RÉTABLIR LA CONNAISSANCE ET LA RECONNAISSANCE MUTUELLES, PRÉALABLES À LA CONFIANCE

« Toutes les parties en conflit portent un narcissisme collectif. Il faut qu'elles le reconnaissent. Il faut devenir des narcissiques conscients. »

Intervenante libanaise

Confiance. Concept si central à tout effort de paix. Ressource si précieuse, si difficile à acquérir et si facile à anéantir. L'attaque du 7 octobre et la guerre aux multiples fronts qui a suivi ont éloigné un peu plus les sociétés les unes des autres. C'est vrai sur place en Israël-Palestine, mais aussi en France entre communautés et solidarités pro-israéliennes et pro-palestiniennes. Le but de cette première table ronde était de comprendre comment la confiance pourrait revenir, à travers les témoignages de personnes des deux côtés du conflit. L'enjeu était pour les intervenants, comme pour le public, d'écouter les motivations, les émotions, les traumatismes, les expériences de racisme, d'injustice, de trahison, de haine, d'impuissance, de désespoir, et d'identité manipulée.

Les intervenants :

- **Une intervenante libanaise**
- **Radjaa ABU DAGGA (France), Conseiller géostratégique**
- **Janine ELKOUBY (France), Professeure de littérature classique et écrivaine, ex-vice-présidente du Consistoire juif du Bas-Rhin**
- **Yoav LEVY (France), Professeur d'études bibliques et spécialiste des textes hébraïques**

L'intervenante libanaise, prenant des risques de par sa participation même au Forum, a partagé son passage de la rage à la compassion envers les bourreaux islamistes qui avaient massacré des membres de sa communauté chrétienne, mais qui étaient néanmoins victimes de misère morale, spirituelle et matérielle. Elle a regretté que les échanges entre différents peuples du Proche-Orient, encore possibles il y a à peine quelques décennies, sont devenues impossibles aujourd'hui. « Les récits sont devenus des forteresses » a-t-elle regretté et « certains appellent à la disparition de l'autre, ce qui justifie l'injustifiable ». La conviction personnelle de cette professeure : « Seules les âmes unies au cœur de Dieu peuvent entrevoir qu'un bien commun est possible sans recourir à l'anéantissement mutuel. »

Depuis une autre communauté traumatisée, Janine Elkouby a témoigné de la peur et du désarroi ressentis par les Juifs de France après le 7 octobre – une « déflagration » selon ses mots, sur la terre même qui devait être un refuge pour les Juifs. Mais une deuxième déflagration allait suivre avec une « augmentation exponentielle, délirante des actes antisémites en France » et des discours antisémites assumés, y compris au niveau des instances internationales dont UNWomen qui s'est tue pendant 9 mois sur les viols infligés aux femmes israéliennes lors du 7 octobre. La peur quotidienne des Juifs retirant leurs enfants des écoles publiques, cachant leur nom ou leurs signes distinctifs a donné le sentiment que « Ça recommence » et a amené Janine à se poser une question sidérante : « est ce que les Juifs ont encore un avenir en France ? ». Pourtant, se servant de son double ancrage juif et français, elle appelle à promouvoir le dialogue et à « continuer à rencontrer les gens, pour expliquer, écouter, débattre, à un moment où le débat n'existe plus ».



Yoav Levy, également Juif mais estimant, lui, qu'« il ne faut pas considérer toute critique d'Israël comme antisémite, a fait part de son sentiment de révolte contre le gouvernement et de sa déception face à une société israélienne qui a selon lui « perdu tout sens éthique et moral ». Il a regretté « un changement profond de valeurs » qui fait qu'on en soit arrivé à accepter « la mort des Palestiniens, des militaires et aussi des otages. » Regrettant que les terroristes du 7 octobre aient tué des acteurs de paix et des gens qui aidaient les Palestiniens, mais rejetant l'idée d'une justification de l'éradication de Gaza, Yoav Levy a relevé que « beaucoup d'Israéliens ne connaissent pas la réalité de Gaza et des Palestiniens. » Indiquant des responsabilités surtout israéliennes mais aussi palestiniennes, il ne lui semble pas exister d'autres solution que de construire un État Palestinien indépendant et libre. Sa préconisation pour instaurer la confiance : adopter un nouveau vocabulaire et même un nouveau mode d'interaction, qui se fonde moins sur les récits et davantage sur l'empathie. « Il faut sortir du discours focalisé sur le passé : on ne peut pas toujours revenir sur 1948 ».

Enfin, Radjaa Abu Dagga, conseiller en géostratégie originaire de Gaza, a rappelé un principe fondateur : la souffrance d'un enfant doit transcender la politique. Gaza est « une terre que le monde ne connaît souvent que par les images de destruction » mais qu'il a connue, lui, vivante et même vibrante, alors qu'elle est aujourd'hui brisée et prise entre le Hamas et Tsahal. « Le 7 octobre a été un jour de douleur pour Israël, et cette douleur mérite d'être entendue. Mais moi, je veux vous parler d'un 7 octobre qui ne s'arrête jamais. Celui que vivent les enfants palestiniens, jour après jour, nuit après nuit. » Point de haine dans les mots de l'ancien journaliste qui n'est « pas venu accuser mais implorer que l'on ouvre les yeux », notamment sur le caractère attendu du 7 octobre. Il a rappelé quelques vérités fondamentales – mais qui n'en restent pas moins difficile à reconnaître pour un gazaoui qui a perdu de nombreux membres de sa famille : « aucun enfant, sur cette Terre, ne devrait mourir de peur, de faim, de soif ou de silence » ou encore « les Palestiniens et Israéliens, qu'ils soient juifs, musulmans ou chrétiens doivent vivre ensemble. Personne ne doit être chassé. » Radjaa a terminé son récit en tant que Franco-Palestinien rejetant les instrumentalisation et défendant la cause palestinienne au côté du drapeau israélien et français. C'est ce qu'il a récemment accompli à travers l'initiative d'un restaurant éphémère franco-israélo-palestinien à Paris lancé en juin dernier avec un ami Franco-Israélien.



Suite à ce premier panel, les échanges avec la salle ont montré les tensions liées aux récits concurrents. « Le traumatisme d'un autre peuple m'a été imposé » dit Balkees Aldeek, militante pour la paix palestinienne qui interviendra lors du 3^{ème} panel. Une autre participante interpellait directement Janine Elkouby « Je vois les Juifs victimes de l'Allemagne nazie et je suis touchée par votre honnêteté. Mais j'ai une résistance envers votre récit » dit-elle en substance. Reflétant le sentiment d'un nombre toujours plus élevé de militants pro-palestiniens son message était : « Je comprends votre peur mais j'ai peur que ce récit victimaire ne justifie ce qui se passe en Israël. » Ce à quoi Janine Elkouby a répondu qu'il ne s'agissait pas de la victimisation. « J'ai essayé de dire le plus fidèlement possible ce qui se passe. Je me méfie aussi de la victimisation. Mais l'explosion d'actes antisémites en France n'est pas contestable. Et l'angoisse chez les Juifs n'est pas contestable non plus. » Reconnaisant que « Netanyahu ne nous aide pas », elle a aussi exprimé sa conviction que les antisémites n'ont pas besoin de prétexte pour s'exprimer.

Malheureusement, comme cela arrive souvent dans les dialogues portants sur ce sujet, la dernière prise de parole, toujours par Janine Elkouby, a provoqué la colère de quelques personnes du public, y compris d'autres intervenants. Elle a effectivement expliqué que, même si cette guerre était horrible et « plus justifiée à l'heure actuelle », elle se refusait de comparer les morts palestiniens et Israéliens. « Ce n'est pas un génocide. On ne peut pas mettre un signe égal entre les morts de l'attentat du 7 octobre, et les morts d'une guerre. ».

Pour des raisons de contraintes de temps, il n'a malheureusement pas été possible de débriefer ce moment de tension qui a néanmoins fait l'objet de nombreuses conversations.

« Les commandements de Dieu doivent amener à ce que les hommes puissent vivre ensemble. »
Hervé Elie Bokobza

Dans les conflits au Proche-Orient, où les trois grandes religions monothéistes ont vu le jour, les religions sont fréquemment invoquées par les protagonistes dans une logique d'affrontement. La spiritualité peut être à la fois exploitée à des fins politiques et utilisée comme une puissante force de guérison et de réconciliation. Alors, les religions seraient-elles le problème plus que la solution ? L'objectif de cette table-ronde était d'examiner comment les traditions religieuses contribuent aux conflits, mais aussi comment elles peuvent servir de passerelles vers la paix et la compréhension. Cette discussion était finalement la plus dépassionnée et consensuelle parmi les 3 panels. Les échanges ont réaffirmé que la religion peut devenir un pont, si elle est relue à travers une éthique humaine partagée.

Les intervenants :

- **Claire REGGIO (France), enseignante et formatrice, à Université d'Aix-Marseille et Domuni Universitas**
- **Hervé Élie BOKOBZA (France), Théologien et auteur**
- **Antoine ARJAKOVSKY (France), Directeur de recherche, Collège des Bernardins**
- **Ghaleb BENCHEIKH (France), Islamologue, Président de la Fondation de l'Islam de France**



Claire Reggio, a bien posé les termes de la discussion en expliquant que, s'il ne faut pas surestimer la composante religieuse d'un conflit éminemment politique, il ne faut pas l'exclure non plus. Il y a bien selon elle interpénétration entre religieux et politique mais il convient de réévaluer constamment cet enchevêtrement. Elle a également évoqué le fondement religieux de l'Etat d'Israël qui ne peut se penser comme un État comme un autre, y compris dans sa dimension géopolitique, l'État s'étant conçu selon l'horizon théologique du retour à la terre promise.

Hervé Élie Bokobza, auteur de « De la violence juive : Approche textuelle » (2018, Éditions Les Acteurs du Savoir), a parlé de la nécessité de garder son libre arbitre parfois face à des injonctions religieuses potentiellement violentes. « La violence est bien dans les textes, mais il faut démontrer que les conditions d'applications des versets violents n'existent plus aujourd'hui », ajoutant : « il faut transgresser le shabbat pour sauver une vie ». Ayant affirmé la veille, depuis le public de la première table ronde, qu'il n'y avait « pas de lien entre [sa] judéité profonde et Israël », il a regretté la mainmise des religieux sur l'Etat et la conception sioniste, car pour lui, « le sionisme et le judaïsme ne devraient pas se toucher ».



Antoine Arjakovsky, expliquant que nos sociétés sont marquées depuis le XVI^{ème} siècle par une tension entre religion et raison, entre fondamentalisme séculier et fondamentalisme religieux, et regrettant que les religions n'aient pas été capables de régler cette question, a émis le souhait d'une pensée spirituelle plus inclusive. Appelant au passage à une méta-modernité pour aider les religions à développer un discours plus constructif, il a décliné quatre transformations souhaitables :

- Passer de la rationalité binaire à la rationalité ternaire pour comprendre qu'un État Israélien et un État palestinien peuvent cohabiter.
- Passer de la pensée essentialiste à la pensée méta-moderne de la sagesse.
- Passer de la pensée individualiste à la pensée personnaliste où l'individu est considéré comme sujet de droit.
- Passer de la pensée eschatologique à celle d'un progrès intérieur divino-humain.



Ghaleb Bencheikh s'est placé dans le cheminement philosophique d'Antoine Arjakovsky, en appelant à amener chaque fois que cela est possible, une parole personnaliste et méta-moderne pour « subsumer la violence » qui semble pourtant inhérente à la nature humaine, avec ou sans religion. Il est nécessaire selon lui que les dignitaires religieux enseignent un prérequis axiologique d'une exégèse des textes religieux. « Ce qui va dans le sens de la promotion de la dignité humaine sera compris comme une exégèse valide et ce qui va dans le sens contraire ne sera pas accepté. » Rejetant toute sacralisation de la guerre, il a enfin établi quatre vérités fondamentales :

- Aucune cause si noble soit-elle, religieuse ou non, n'implique le massacre d'innocents.
- Se défendre n'est pas se venger. « Pour une dent ce n'est pas une mâchoire, pour un œil ce n'est pas les deux yeux. Pour une vie, ce n'est pas la tribu. »
- La solidarité ne doit être ni instinctive ni inconditionnelle. Elle doit être fondée sur le droit, pas sur l'appartenance.
- On ne peut pas dire que notre seule boussole est le droit alors qu'il est mis en avant dans un conflit et foulé aux pieds sur un autre. Le « deux poids – deux mesures » avec la situation en Ukraine est révoltant et inacceptable.

La discussion, courte, a abordé le concept islamique de Djihad, ce qui fut l'occasion pour Ghaleb Bencheikh de regretter que ce mot cristallise toutes les peurs à cause d'illuminés qui ont commis des crimes en se réclamant du concept, de clarifier qu'il s'agit surtout de signifier la notion d'effort, notamment sur soi, et de réaffirmer que la guerre ne peut pas être sanctifiée, l'épithète « sainte » accolé à « guerre », n'étant nulle part dans le Coran. En miroir, Hervé Élie Bokobza a évoqué le terme de « milchana » qui renvoie d'abord à la notion d'effort intérieur et aussi à la guerre ordonnée pour conquérir la terre biblique, mais sachant que la seule légitimité d'un point de vue religieux d'Israël est conditionnée à son existence en accord avec les nations du monde.



« Nous n'avons pas choisi le conflit mais nous avons les clés du futur. »

Balkees Aldeek

Cette session s'est concentrée sur le rôle de la société civile et des nations européennes dans la promotion d'une conscience mondiale partagée autour de ces conflits, préalable à toute solution de paix durable. Dans un monde où la loi du plus fort semble redevenir la norme, au mépris du bien de la communauté humaine, l'enjeu était de comprendre comment réhumaniser les relations internationales, galvaniser l'énergie sociale et donner une véritable substance aux droits de l'homme et à la solidarité. Cette session était celle des pistes de solutions, dans l'esprit d'Initiatives et Changement.

Les intervenants :

- **Bertrand BADIE (France), Politologue et expert en relations internationales, Sciences Po Paris (discours préenregistré)**
- **Dr Peter SHAMBROOK (Royaume-Uni), Historien, Chercheur indépendant et Consultant au Britain Palestine Project**
- **Elio AZAR (Liban), Coordinateur, Principles for Peace**
- **Balkees ALDEEK (Palestine), Militante pour la paix et la jeunesse**
- **Alain MICHEL (France), Co-fondateur et Président d'ÉquLibre, Fondateur d'Hommes de Parole**

Bertrand Badie, dans son message enregistré, a expliqué que la guerre a changé en ce sens que les États n'en sont pas toujours les seuls auteurs ou les seuls responsables, et que les peuples sont en capacité de transformer les logiques de puissances. Il a également évoqué le fait que les puissances mondiales n'ont malheureusement pas la volonté de mettre fin à la guerre. Ne pas s'investir dans la tentative d'un règlement des conflits est devenu un bon calcul politique. « La jeunesse cultive ce goût pour l'empathie mondiale, mais pas les vieux gouvernants. » La puissance persiste mais ne peut pas tout. Les États les plus puissants ont systématiquement perdu toutes leurs guerres depuis la 2nde Guerre Mondiale. Il a affirmé la nécessité de préserver les autres de l'humiliation, et le besoin de reconnaissance mutuelle comme condition de la paix.



Peter Shambrook, invoquant la nécessité d'arrêter le gouvernement israélien qu'il qualifie de génocidaire, a appelé le Royaume-Uni à reconnaître publiquement ses responsabilités historiques sur la situation actuelle au Proche-Orient. Les Britanniques n'ayant pas accédé à la demande des Palestiniens d'avoir des institutions représentatives, le Dr Shambrook a appelé à reconnaître cette responsabilité publiquement par déclaration, car « le déni maintient les blessures ».

Elio Azar a lui fait part de l'initiative de la société civile Israélo-Palestinienne appelée « Uniting for a shared future » de l'ONG Principles for Peace depuis Mars 2024 et qui consiste à trouver un accord durable sur l'avenir entre leaders de la région, même si Israéliens et Palestiniens ne sont pas d'accord sur le passé et le présent. 450 diplomates, anciens ministres, membres de l'Autorité Palestinienne, entrepreneurs, membres de la société civile sont impliqués dans ces discussions. Les objectifs sont clairs : mettre fin à la guerre, obtenir la libération des otages, amplifier la pression pour arriver à une solution politique et pas militaire, arriver à une reconnaissance mutuelle et garantir le droit à la sécurité mutuelle, à la dignité et l'égalité. Le diplomate citoyen a souligné la nécessité de parler à tout le monde, pas seulement les personnes acquises à la paix et d'avancer là où cela est possible, même si les protagonistes ne sont pas d'accord sur tout. L'enjeu pour Elio Azar est aussi de travailler sur l'opinion publique pour que l'amour de la vie soit plus fort que la détestation de l'autre.



Balkees Aldeek, parlant pour elle mais aussi « pour les milliers qui [lui] ont fait confiance pour partager leurs espoirs », a tenu à rappeler la dure réalité des Palestiniens qui vivent sous occupation tous les jours, ce qui implique la répression, les abus, la déshumanisation ou encore la limitation de la liberté de mouvement. Ils ne sont pas seulement soumis à la loi Israélienne mais aussi à celle du Hamas à Gaza et de l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie. « La phrase « Free Palestine » est considérée comme une menace à la sécurité à Ramallah même. ». Rappelant qu'il est impossible de faire avancer les choses sans mettre fin à l'occupation et sans garantir les droits des Palestiniens, la militante des Accords de Genève a appelé à bâtir des coalitions mondiales et à créer davantage d'initiatives démocratiques de terrain, notamment pour la jeunesse qui a pâti de la baisse mondiale des subventions pour les programmes dont ils étaient bénéficiaires. « Les jeunes ne sont pas que des victimes, ce sont des agents de transformation ».

Enfin, Alain Michel, a expliqué que, malgré le sentiment d'impuissance face aux bombes, aux attentats, aux exodes, à la famine et aux dizaines de milliers de morts, il est possible d'agir concrètement, pour limiter les conséquences de cette terreur. Fortement impliqué dans la recherche de la paix au Proche-Orient depuis 1986 avec l'Association Équilibre, mais aussi dans le dialogue interreligieux avec les Congrès Mondiaux des Imams et Rabbins pour la Paix, fort de son expérience pour briser les blocus en Bosnie ou en Irak, le militant octogénaire a proposé des initiatives de solidarité possibles :

- La première, « l'Un pour l'Autre », en partenariat avec les écoles et les fédérations de parents d'élèves, consiste à mettre en lien par courrier les enfants de 5 à 10 ans, de France, d'Europe, et d'ailleurs avec des enfants du même âge, de Gaza, de Cisjordanie, et d'Israël, afin de permettre à tous les Palestiniens qui le peuvent d'ouvrir une fenêtre sur le monde et de sortir un peu de leur terreur.



- La seconde, « Mille enfants à l'abri » consiste à ramener des enfants et leurs mères dans des communes françaises. Chacun peut y participer et, si cette initiative peut légitimement soulever des questions, notamment sur le risque de participer à l'exode massif de Gaza, Alain Michel, se fondant sur l'expérience bosnienne, considère que ce risque est minime.
- La troisième, « Pèlerinage Jérusalem », pour croyants et de non croyants vise à susciter un réel mouvement et un « raz-de-marée des consciences » sur ce conflit. Cette « marche de l'humanité », loin de toute posture politicienne, ou de toute provocation frontale envers Israël, s'inscrit dans une démarche profondément « non violente ». Cette marche sera soutenue par les plus hauts responsables des différentes religions et tentera d'obtenir l'accord d'une trêve des combats, durant toute sa durée. Le départ du pèlerinage est prévu le 4 février, journée mondiale de la Fraternité décrétée par les Nations Unies. Il n'a d'autre ambition que de répondre physiquement et spirituellement à l'urgence humaine, sans provocation, sans dépendance politique, religieuse, philosophique, ou économiques

La discussion a permis à un membre Libanais d'Initiatives et Changement France de parler de la difficulté d'être arabe en France et de rappeler que le conflit n'a pas commencé le 7 octobre 2023. Il a aussi rappelé que pour résoudre un problème, il faut le décrire, et en l'occurrence rappeler qu'il est enraciné dans l'occupation et que la reconnaissance des torts historiques est un préalable à toute paix durable.

SYNTHÈSE CONCLUSIVE

Ce dialogue, qui avait pour objectif premier de favoriser la réflexion et d'éclaircir les enjeux, était difficile mais riche d'enseignements pour I&C et pour toutes les personnes et organisations qui veulent œuvrer pour la paix. Les points de contentieux sont désormais connus et les panels ont pu aborder la plupart d'entre eux :

- Montée de l'antisémitisme et peur des Juifs en France et dans le monde, y compris sur le sort d'Israël, dans un contexte où son existence est de plus en plus remise en question.
- L'occupation et l'écrasement militaire des Palestiniens, leur insécurité permanente à Gaza et en Cisjordanie, et leur absence de perspective politique.
- Les désaccords vis-à-vis des responsabilités respectives des Palestiniens et des Israéliens – et de leurs leaderships respectifs – sur la situation actuelle.
- La tentation, même si on sait que toute vie humaine est précieuse, de donner plus de poids à certains morts par rapport aux autres.
- L'impression d'un deux poids deux mesures, lorsque l'on condamne les uns mais pas les autres sur des crimes pourtant analogues.
- La question de savoir si cette situation peut être appelée « conflit » (concept qui, pour beaucoup implique des protagonistes à force équivalente) ou « génocide ».
- Les instrumentalisation de la souffrance et la crainte qu'expliquer la violence de certains équivaut à la justifier.



Ce qui ressort aussi c'est la difficulté d'éprouver de l'empathie égale pour les deux peuples et de réconcilier les peurs et les douleurs de chacun d'entre eux, avec la crainte que la reconnaissance de la souffrance des uns soit utilisée pour nier ou minimiser la souffrance des autres. Pire, qu'elle soit utilisée pour justifier la violence des seconds envers les premiers. Et cette crainte se retrouve des deux côtés.

Comme disait Brahim Hammouche dans son introduction, il est urgent de commencer à « instaurer la confiance au-delà des clivages ». Il a rappelé que l'esprit de Caux, « mieux se comprendre, se connaître et se reconnaître pour mieux agir et restaurer nos liens de confiance ». La reconnaissance des souffrances et des traumatismes est indispensable pour restaurer la confiance. Alain Michel ou Elio Azar ont souligné aussi l'importance de la reconnaissance mutuelle, du droit à la sécurité mutuelle, du droit à la dignité et l'égalité.

Tout cela ne peut se faire que par un dialogue sincère. Un dialogue où on ne se contente pas de discuter d'idées, de concepts et de la manière dont chacun se les approprie (même si c'est très important... le temps a manqué pour discuter de ce que signifie par exemple « sionisme » pour les uns et les autres) mais surtout un dialogue où on partage ses expériences individuelles. Car s'il est toujours possible d'arguer sur les concepts, ce n'est pas le cas des vécus personnels.

Et les expériences partagées au Forum ont été très fortes. Que ce soit celle de notre invitée libanaise chrétienne qui a raconté sa capacité à être en empathie avec les bourreaux de sa communauté. Que ce soit celle de Jeanine Elkouby qui se posait cette question terrifiante « est ce que les Juifs ont encore un avenir en France ? » Que ce soit celle de Balkees Aldeek qui parle du désespoir de la jeunesse palestinienne sous occupation.

Dans ces échanges, nous avons aussi entendu des pas des uns vers les autres. Yoav Levy disait que « Ce qu'a fait le Hamas ne justifie pas maintenant ce qui se passe à Gaza. » Radjaa Abu Dagga réaffirmait que « Les Palestiniens et Israéliens, qu'ils soient juifs, musulmans ou chrétiens doivent vivre ensemble. Personne ne doit être chassé. » Ghaleb BenCheikh a condamné la violence que l'on trouve parfois dans l'Islam et Hervé Elie Bokobza a condamné la violence que l'on trouve parfois dans le judaïsme. Malgré les passions, il y a eu de l'autocritique, qui est aussi une condition d'un rapprochement.

Enfin, nous avons entendu des notes d'espoir et de mise en action. De la part d'Alain Michel qui propose des initiatives concrètes pour venir en aide et redonner de l'espoir aux enfants de Gaza et pour susciter un élan pour la paix. Et de la part d'Elio Azar qui essaie avec cette initiative para diplomatique pour un futur partagé de « parler à tout le monde », pas seulement les personnes acquises à la paix. Même si le passé est source de tant de ressentiment et même si on ne peut ignorer le passé, l'enjeu reste bien d'« Aimer la vie, plus que détester l'autre ».

Malgré les choses qui ont pu être dites et qui ont pu choquer les uns ou les autres, malgré l'inclinaison vers la cause palestinienne qui pourrait fâcher certaines personnes, la plupart des intervenants ont fait de leur mieux pour s'exprimer sans violence, avec sincérité mais avec respect. Il nous appartient désormais de cultiver ce savoir-faire qui manque si cruellement dans les débats publics, sur ce sujet comme sur tant d'autres.

Rafaël TYSZBLAT

Médiateur et formateur en dialogue interconvictionnel et interidentitaire à Connecting Actions

INTERVENANTS AUX TABLES RONDES « LES CONFLITS AU PROCHE ORIENT, REGARDS CROISÉS DEPUIS LA FRANCE »



Pierre Haski, né le 8 avril 1953 à Tunis, est un journaliste français. Ancien correspondant en Afrique du Sud, au Moyen-Orient et en Chine pour l'Agence France-Presse puis pour le journal Libération, cofondateur du site d'information Rue89, il devient président de l'association Reporters sans frontières en 2017. Il est l'auteur de l'ouvrage « Une terre doublement promise » (2024), qui se propose de revenir sur le temps long de l'histoire, en se basant sur une expérience de quatre décennies.

Pierre Haski

(intervention pré-enregistrée)



Janine Elkouby est agrégée de lettres classiques et ancienne vice-présidente du Consistoire israélite du Bas-Rhin. Elle est présidente de l'Amitié judéo-chrétienne de Strasbourg, où elle œuvre activement au rapprochement entre les communautés. Conférencière engagée, elle intervient régulièrement sur les questions de transmission, de dialogue interreligieux et de place des femmes dans le judaïsme. Ecrivaine, elle a publié plusieurs romans, des chroniques et des contributions à des ouvrages collectifs. Sa parole allie profondeur intellectuelle, engagement spirituel et ouverture aux autres traditions religieuses.

Janine Elkouby



Radjaa Abu Dagga est un ancien journaliste palestinien, aujourd'hui conseiller en géo-stratégie. Il a couvert des conflits dans des zones sensibles telles que la Palestine, l'Égypte, l'Algérie et la Syrie, ce qui lui a valu des distinctions prestigieuses, notamment le Prix Bayeux des correspondants de guerre en 2009. Il a collaboré à de nombreux médias français : France 24, Arte, Canal+, Ouest France, Paris Match, Le Figaro, Libération, JDD et Le Monde. Fort de son expérience de terrain et de son expertise géopolitique sur le Proche Orient, il intervient régulièrement dans les médias et colloques internationaux. Il milite pour une approche lucide et constructive des conflits, fondée sur la compréhension des enjeux locaux et internationaux.

Radjaa Abu Dagga

INTERVENANTS AUX TABLES RONDES « LES CONFLITS AU PROCHE ORIENT, REGARDS CROISÉS DEPUIS LA FRANCE »



Yoav Lévy

Yoav Lévy est né à Jérusalem et vit à Paris, enseignant d'études bibliques, spécialiste des textes hébraïques. Il explore la richesse symbolique et spirituelle des textes bibliques dans une perspective ouverte et contemporaine. Ses interventions favorisent une compréhension profonde du judaïsme et du dialogue entre les religions. Il travaille également sur les liens entre la psychanalyse et la Bible. Il participe régulièrement à des conférences et publications sur les questions du rapport entre éthique et Bible.



Hervé Élie Bokobza

Hervé Élie Bokobza est théologien juif et écrivain. Il est l'auteur des livres tels que « Israël-Palestine : la paix à la lumière de la Torah », « De la violence juive », qui aborde le sujet de l'instrumentalisation de la violence dans les textes religieux en général et juifs en particulier, ou « Jésus ou le messianisme à la lumière de la Torah ». Très engagé dans le dialogue interreligieux, il intervient notamment dans l'Eure pour favoriser la rencontre entre communautés. Sa pensée mêle spiritualité, engagement pour la paix et lecture critique des textes.



Ghaleb Bencheikh

Ghaleb Bencheikh est islamologue et président de la Fondation de l'islam de France. Il défend une vision éclairée, spirituelle et citoyenne de l'islam. Très engagé dans le dialogue interreligieux, il milite pour la paix et le vivre-ensemble. Président de la branche française de la Conférence mondiale des religions pour la paix il est régulièrement l'invité de colloques et de congrès en France et à l'étranger. Vice-président des Artisans de paix et membre du comité de parrainage de la Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, il a été pendant cinq ans le vice-président de la Fraternité d'Abraham. Il a été administrateur de Démocratie et spiritualité.

INTERVENANTS AUX TABLES RONDES « LES CONFLITS AU PROCHE ORIENT, REGARDS CROISÉS DEPUIS LA FRANCE »



Claire Reggio

Claire Reggio est une enseignante-formatrice spécialisée en histoire de la Méditerranée et histoire des religions à Aix-Marseille Université et à Domuni Universitas. Elle a publié plusieurs ouvrages et articles sur l'histoire des religions et a participé à des émissions de radio et de télévision. Depuis 2001, elle est directrice de l'association Culture et Patrimoine en Provence et Méditerranée - Arteolog.



Antoine Arjakovsky

Antoine Arjakovsky est docteur en histoire (EHESS). Il est directeur de recherche. Il a publié plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire de la pensée chrétienne orthodoxe et a enseigné dans plusieurs universités européennes et américaines. Il est codirecteur du département de recherches Politique et Religions au Collège des Bernardins, à Paris. Il est également directeur émérite de l'Institut d'études œcuméniques de Lviv (Ukraine). En 2017, il a créé la Commission « Vérité, Justice et Réconciliation entre la Russie et l'Ukraine » en partenariat avec plusieurs institutions dont l'Académie Mohyla de Kyiv, l'Association Memorial de Moscou, et le Forum mondial Normandie pour la paix.



Peter Shambrook

Peter Shambrook est britannique, titulaire d'un doctorat en histoire moderne du Moyen-Orient de l'université de Cambridge, et a occupé plusieurs postes de recherche, notamment à l'université de Durham et au Centre d'études libanaises d'Oxford. Il est consultant historique pour le Balfour Project et auteur de « French Imperialism in Syria, 1927-1936 » et de « Policy of Deceit – Britain's role in fomenting a century of conflict in Palestine ».

INTERVENANTS AUX TABLES RONDES « LES CONFLITS AU PROCHE ORIENT, REGARDS CROISÉS DEPUIS LA FRANCE »



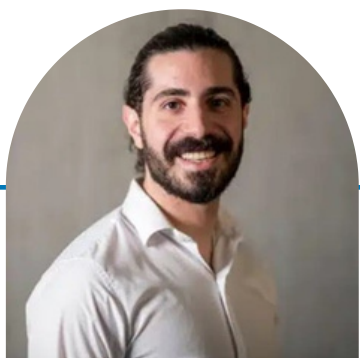
Alain Michel

Alain Michel est co-fondateur et président de l'association ÉquiLibre très présente au Proche-Orient à partir de 1992. Celle-ci est à l'initiative entre autres des Convois pour la Paix à Gaza et d'une présence permanente sur place durant de nombreuses années. Il est également co-fondateur de l'association ÉquiLibre Israël devenue Latet, et de la Fondation suisse Hommes de Parole qu'il a créée en 2001. La Fondation Hommes de Parole a organisé les Congrès mondiaux des Imams et Rabbins pour la Paix (Bruxelles, Séville, Unesco Paris...). Celui de Bruxelles a permis de renouer en 2004 le dialogue formel entre l'Islam et le Judaïsme interrompu depuis 1948. Auteur d'ouvrages sur le Proche et Moyen Orient, comme « Désaccords de Paix » (Israël-Palestine), « Irak la faute ».



Balqees Aldeek

Balqees Aldeek est une jeune militante d'origine palestinienne-tunisienne. Ayant grandi entre l'Afrique du Nord et le cœur du Moyen-Orient, elle a été témoin des complexités qui façonnent la vie quotidienne dans les régions touchées par les conflits. Son éducation a favorisé un profond engagement en faveur du dialogue interculturel, de la consolidation de la paix et de l'avancement de la représentation palestinienne sur la scène mondiale. Elle considère la diplomatie comme un outil puissant non seulement pour le plaidoyer, mais aussi pour concevoir un changement durable dirigé par les jeunes et aspire à contribuer à un récit mondial plus juste et équitable pour la Palestine.



Elio Azar

Fort d'une expérience acquise sur quatre continents, Elio Azar a dirigé un programme de médiation entre paramilitaires et civils au Burkina Faso avant de s'installer en Suisse. À Genève, il a rejoint Interpeace en tant que chargé de mission, puis Principles for Peace en tant que coordinateur des initiatives spéciales. D'origine libanaise, Elio est titulaire d'un master de Sciences Po Paris avec une spécialisation en diplomatie et résolution des conflits. Il s'intéresse à la politique environnementale, au multilatéralisme et au Moyen-Orient.

INTERVENANTS AUX TABLES RONDES « LES CONFLITS AU PROCHE ORIENT, REGARDS CROISÉS DEPUIS LA FRANCE »



Bertrand Badie est un universitaire et politiste spécialiste des relations internationales. Professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris, il est enseignant-chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI). Il aborde les conflits et crises internationales comme des pathologies sociales, au travers notamment de l'humiliation, et plaide pour une gouvernance favorisant l'intégration des sociétés.

Bertrand Badie
(intervention pré-enregistrée)



Rafaël Tyszblat est médiateur et formateur en dialogue interconvictionnel et inter-identitaire. Il conçoit des programmes pour rapprocher des publics de cultures et de croyances différentes, notamment à Connecting Actions en tant que président, à Soliya en tant que directeur, et précédemment à la Muslim-Jewish Conference. Ses projets sont mobilisés en France et à l'international pour favoriser la cohésion sociale et une meilleure compréhension entre groupes d'identités différentes. Il met l'accent sur l'écoute, la reconnaissance de l'autre et la co-construction de solutions. Il est également co-fondateur du podcast AntiClash, qui lutte contre la culture du clash en abordant les sujets difficiles par le dialogue.

Rafaël Tyszblat



Brahim Hammouche est chef du service de psychiatrie de l'hôpital de Metz-Thionville. Ancien député de Moselle, il est engagé dans les questions de santé publique et d'inclusion sociale. Il allie son expérience médicale à un engagement politique pour faire évoluer les politiques de santé mentale. Son approche est profondément humaniste et axée sur la dignité des patients.

Brahim Hammouche



Initiatives et Changement
France

Réconcilier les différences,
créer la confiance

7 Bis Rue des Acacias
92130 Issy-les-Moulineaux
+33 (0) 1 41 46 03 60

Info@ic-fr.org

